

Syrie : manifestations de soutien, le 11 février



Diverses organisations associatives, syndicales (dont l'Union syndicale Solidaires) et politiques appellent à des manifestations de soutien à la révolution syrienne, le samedi 11 février :

Depuis le 11 décembre 2011 la grève pour la dignité a été lancée par des activistes syriens de toutes les villes syriennes. **Dix mois après le 15 mars, cette grève est un appel à relancer l'action de désobéissance civile pour conquérir le pouvoir politique et social, répondre aux risques d'ingérence extérieure, mettre la révolution sur le chemin d'une vraie démocratie en promouvant droits et devoirs au service d'une vraie citoyenneté.** Cette grève est un appel des acteurs de la Révolution syrienne à l'action de tous les syriens pour un avenir du pays en toute indépendance.

La désobéissance civile est un combat révolutionnaire exemplaire ; il montre la capacité du peuple syrien, avec ses jeunes issus de la révolution, à s'organiser, à se coordonner et à imaginer chaque jour.

C'est encore une illustration de cette lutte pacifique et déterminée. De plus, le régime syrien continue toujours d'interdire aux médias arabes et étrangers d'exercer librement et cela depuis la mi-mars 2011. Ce régime a vraiment déclaré la guerre aux médias. C'est près de 100 journalistes, blogueurs et intellectuels qui ont été victimes de harcèlement en raison de leur couverture des événements en Syrie. Notons que 14 journalistes et blogueurs sont toujours portés disparus, que 6 d'entre eux le sont depuis plus de 60 jours et que des journalistes étrangers ont été emprisonnés et ont subi toutes sortes de harcèlement et récemment encore, nous avons perdu le journaliste de France 2 Gille Jacquier qui a été assassiné à Homs le 11 janvier.

Sous le signe du Jasmin, de la Dignité et de la Solidarité avec le peuple syrien, nous appelons à une manifestation de soutien de la lutte pacifique du peuple syrien à Paris et en régions, le samedi 11 février.

Irak : campagne internationale de soutien à la liberté d'expression

L'Initiative de Solidarité avec la Société Civile Irakienne demande de soutenir l'action en justice devant la Cour fédérale irakienne pour abolir la soi-disant « loi sur les droits des journalistes » récemment adoptée par le parlement irakien. Cette loi viole explicitement les articles 13, 14, 38 et 46 de la Constitution irakienne, qui protègent la liberté de la presse et la liberté d'expression.

Cette loi est incompatible avec les obligations internationales de l'Irak, en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, tous deux signés par l'État irakien. Elle échoue en particulier à respecter l'article 19 de la Déclaration universelle, qui dit : « Chacun a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce droit comprend la liberté d'avoir des opinions sans interférence et de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées par tout média et sans considération de frontières ». La loi compromet également le principe constitutionnellement garanti de citoyenneté égale, en conférant des avantages illégaux et illégitimes et des privilèges aux journalistes. **En outre, elle décrit le rôle du journaliste comme travaillant à promouvoir les actes des autorités gouvernementales, sapant ainsi totalement la confiance du public dans les médias.**

Une action en justice visant à abroger « la loi sur les droits des journalistes » a été organisée par la Société pour défendre la liberté de la presse, une organisation non-gouvernementale irakienne, et est soutenue par de nombreux journalistes irakiens et activistes des médias. Il s'agit de signatures de soutien aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Irak à présenter à M. Midhat Almahmud, président de la Cour suprême fédérale irakienne, afin de lui demander de contraindre le parlement irakien à entreprendre les procédures nécessaires pour mettre fin à ces violations de la Constitution irakienne et du droit international.

<http://www.ahewar.org/camp/add.asp?id=334&code=eng>

La revue internationale Solidaires n°7 : dossier Égypte



Ce numéro est constitué d'un dossier sur l'Égypte de 120 pages, s'appuyant notamment sur les échanges ayant eu lieu lors de la délégation sur place de l'Union syndicale Solidaires, fin mai 2011. Au sommaire :

1. Introduction et sommaire
2. Une révolution en marche
3. Le mouvement social
4. Le syndicalisme indépendant
5. La lutte des femmes
7. Au-delà des frontières

Il est encore possible de passer commande de cette brochure dont le prix public est de 1,5 euros.

Grande-Bretagne : soutenons les électricien-ne-s en lutte

Depuis plusieurs mois, les travailleurs/ses de la Construction électrique britannique organisent la riposte face aux 8 plus gros employeurs de cette industrie. Ces 8 entreprises ont annoncé l'été dernier leur volonté de quitter la convention qui régit la profession. Les travailleurs/ses, dont les salaires sont déjà très bas, s'attendent à des baisses de salaires jusqu'à 35 % et à la détérioration de leurs conditions de travail.

Ce n'est pas une attaque isolée dans une profession particulière et un seul pays. Ces boîtes de génie électrique sont soutenues par toutes les entreprises de la Construction. Et certaines d'entre elles appartiennent à des multinationales. Il est difficile pour le moment de lancer une grève généralisée et reconvertible mais des rassemblements réguliers devant des chantiers s'organisent. Ces piquets de grève avec 200 ou 300 ouvrier-e-s permettent de construire la lutte et de rassembler les travailleurs/ses de différentes entreprises. De plus, comme partout dans le monde, sur les chantiers l'activité en baisse et la division des travailleurs/ses (de statuts différents) sont de vrais freins.



Mais la lutte prend et une victoire est possible si les électricien-ne-s ne restent pas isolé-e-s localement et nationalement. **Cet automne une entreprise à déjà renoncé au projet sous la pression ouvrière et médiatique.** Les électricien-ne-s anglais-e-s ont besoin de leurs camarades du BTP du monde entier face à cette attaque. Les attaques contre le mouvement syndical anglais dans les années 1980 ont servi de test pour la bourgeoisie internationale.

La remise en cause de la convention des électricien-ne-s anglais-e-s pourrait être exportée dans les autres industries à travers le monde. Les capitalistes face à la crise de leurs profits n'attendent qu'un signal pour agir. Pour les travailleurs/ses de la Construction c'est l'occasion de montrer leur unité, au-delà des métiers et des frontières nationales. Diverses actions sont possibles : informer les salarié-e-s des filiales de ces 8 entreprises dans chaque pays, faire circuler l'information dans nos réseaux syndicaux, adresser des messages de protestation aux directions d'entreprise avec copie aux camarades de la branche Construction du syndicat britannique UNITE (exray@talktalk.net)

http://www.unitetheunion.org/sectors/construction/unite_for_me_workers.aspx

Italie : la grève générale du 27 janvier



Plusieurs « syndicats de base » (USB, SLAI COBAS, CIB UNICOBAS, SNATER, USI, SICOBAS, ORSA) organisaient une journée de grève générale, le 27 janvier ; c'était le premier mouvement social d'ampleur nationale contre le gouvernement Monti/Banque Centrale Européenne mis en place en décembre. Le patronat s'appuie sur l'accord du 28 juin 2011 signé par CGIL, UIL, CISL pour remettre en cause les Conventions collectives nationales ; le gouvernement accentue les attaques antisociales : remise en cause des retraites et de la protection sociale, licenciements, privatisations, santé et sécurité au travail méprisées, droits syndicaux bafoués, etc.

Les transports, l'administration publique, mais aussi les commerces et services étaient les secteurs les plus mobilisés. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé à la manifestation organisée dans l'après-midi à Rome.

www.usb.it www.sindacatoorsa.it www.usiait.it

Maroc : 60 jours de grève, pour faire reconnaître le droit syndical !

Après 60 jours de grève, les travailleurs de *Roca Maroc* (fabrique de porcelaine sanitaire) à Settat ont gagné. Le droit de constituer une section syndicale CDT leur est acquis. La multinationale *Roca* disait qu'elle ne céderait pas : elle a dû prendre ces engagements, devant les travailleurs/ses et les représentants du gouvernement marocain. Les camarades ont mené une grève victorieuse et déjà, ils en préparent d'autres : pour les conditions de travail, les salaires.



Algérie : union des forces citoyennes pour le changement pacifique

Des associations et des syndicats se regroupent dans une Union des Forces Citoyennes pour le Changement Pacifique. Ensemble, ces organisations entendent renforcer la mobilisation de la population algérienne soucieuse des libertés et du progrès social. Les syndicats autonomes (SNAPAP mais aussi des syndicats du secteur privé nouvellement créés) et le Comité National de Défense des Droits des Chômeurs/ses sont parmi les initiateurs de cette démarche.

www.maisondessyndicats-dz.com www.cisa-solidaritesyndicats-algerie.org

Égypte : solidarité internationale avec la véritable révolution

Une campagne internationale de signatures en soutien à la réelle Révolution égyptienne et à ses multiples animatrices et animateurs a été initiée le 25 janvier 2012. Parmi les premiers signataires, figurent des camarades du Secrétariat national de l'Union syndicale Solidaires.

Il y a une année en Égypte, des militant-e-s courageux aux côtés de dizaines de milliers de personnes ont enthousiasmé le monde. En affluant en masse sur la Place Tahrir au Caire, et sur d'autres places similaires dans d'autres villes du pays ; en manifestant devant les bâtiments officiels ; en faisant la grève pour obtenir des salaires qui permettent de vivre, pour défendre les droits des travailleurs, ou encore contre des directeurs corrompus. Ainsi, ils et elles ont réussi à renverser un dictateur et ont mis en mouvement un processus de transformation démocratique qui sera appelé le « Printemps arabe ». De la sorte, la révolution en Egypte est devenue une source d'inspiration pour des millions de personnes à travers le monde.

Depuis lors, à chaque étape, des millions d'Égyptiens et d'Égyptiennes se sont battus en faveur des droits des femmes, pour des syndicats indépendants, pour la démocratie et pour la justice sociale. Mais à chaque étape, ils ont aussi été brutalisés par un appareil militaire décidé à empêcher un changement véritable. Bien que le dictateur, le président Hosni Moubarak, ait été renversé, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a continué de gouverner au moyen de l'ancienne loi instaurant l'état d'urgence. Il a réagi au processus révolutionnaire en arrêtant des gens, en les torturant, en les rouant de coups, en les tuant. Depuis la chute de Moubarak, ce sont 14.000 personnes qui ont été déférées devant les tribunaux militaires et soumises aux passages à tabac et aux tortures qui les accompagnent. **Une année après son essor, la révolution est menacée, comme résultat de cette politique.**

Ces derniers mois, les attaques du CSFA contre les jeunes, les femmes, et contre les travailleurs/ses sont devenues plus graves. La violence constante contre les femmes qui manifestent s'est intensifiée. L'armée a été clairement impliquée dans les attaques contre les chrétiens coptes, dont vingt-quatre ont été assassinés en octobre dernier. Le mois passé, en décembre 2011, une escalade inquiétante des attaques par l'armée contre des manifestant-e-s pacifiques a encore accru le nombre des martyrs de la révolution. Entre-temps, de jeunes militants liés au Mouvement du 6 avril ont été arrêtés, accusés d'outrage envers l'armée et de tentatives de renversement de l'État – tout simplement parce qu'ils distribuaient des tracts anti-CSFA. Au même moment, le CSFA et le Ministère de l'intérieur ont lancé une campagne de diffamation menaçante contre les militants de la gauche socialiste et ont envoyé des militaires opérer des descentes dans les locaux de 17 ONG. Ce faisant, et de beaucoup d'autres manières encore, le CSFA a clairement fait savoir qu'il n'a aucune intention d'abandonner le pouvoir.

Mais des Égyptiens et Égyptiennes courageux refusent de plier devant ces attaques. En novembre et en décembre 2011, il y a eu d'immenses manifestations populaires, des grèves des enseignants, une impressionnante marche de 10.000 femmes au Caire, et à la fin de l'année une manifestation de 50.000 personnes sur la Place Tahrir. Ces mobilisations nourrissent de grands espoirs en l'avenir de la révolution populaire égyptienne.

[nous] ... avons soutenu la révolution démocratique en Égypte, nous refusons d'être silencieux devant ces attaques, et tout particulièrement au vu du silence de nos gouvernements. **Nous condamnons publiquement toute atteinte aux libertés d'expression, de réunion, de religion et d'association, en Égypte. Nous appelons à la libération de tous les prisonniers politiques.** Nous condamnons l'action de gouvernements étrangers, comme celui des États-Unis et du Royaume-Uni, qui publient des déclarations hypocrites de soutien à la Révolution égyptienne tout en fournissant au CSFA des armes et des gaz lacrymogènes pour réprimer les manifestations. **Et nous proclamons notre solidarité avec les forces démocratiques, syndicales, féministes, de la jeunesse et socialistes d'Égypte** qui appuient la poursuite de la Révolution égyptienne sur le chemin d'une véritable démocratie et d'une véritable justice sociale. www.egyptsolidaritycampaign.org

Belgique : la grève générale du 30 janvier

Le 30 janvier, les 3 organisations syndicales belges (FGTB, CSC, CGSB) appelaient à une grève générale. En « Front commun syndical », c'était la première fois depuis 1993 ; la précédente grève nationale interprofessionnelle datait de 2005, à l'appel de la FGTB.

Déclenchée contre les mesures d'austérité décidées par le gouvernement, la grève a été très bien suivie, dans toutes les provinces et tous les secteurs : l'ensemble des transports, les commerces, l'industrie, le secteur public, ... **Encore un mouvement qui confirme que les travailleur/ses sont prêt-es à se battre collectivement, pour ne pas payer la crise des capitalistes.** Reste posée la question des suites, et celle de la coordination européenne des luttes...

Portugal : manifestation nationale le 11 février

Dans la suite de la grève générale du 24 novembre, et contre la « politique de terrorisme économique et social », la CGTP organise une **manifestation nationale à Lisbonne, le 11 février**

En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité internationale et le matériel de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/article12420.html>

